

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du conseil d'administration,

Grâce à votre action collective et celle de toutes les organisations que vous représentez, l'économie sociale et solidaire a renforcé ces dernières années son unité, sa force et sa légitimité en France et en Europe. Vous avez ainsi permis que s'ouvre désormais un autre temps : celui de l'essor de notre modèle économique et citoyen.

C'est pour contribuer à cette ambition que j'ai l'honneur de vous présenter ma candidature à la présidence d'ESS France.

*
* *

L'économie sociale et solidaire est un projet de société où priment l'intérêt général et l'utilité sociale et écologique. Elle est l'économie de la démocratie universelle, celle qui vit par la voix de chacun. Elle est l'économie de la justice sociale et environnementale, celle qui participe à corriger les inégalités de naissance et de vie. Mais dans un monde où l'économie trop souvent maltraite l'humain, abîme la Terre, accroît les inégalités sociales et menace la démocratie, l'économie sociale et solidaire est aussi un sport de combat.

Nous avons des atouts pour devenir demain plus forts.

Notre première force est celle de nos territoires : nous sommes l'économie du local pensée pour lui, organisée par lui. Dans de nombreuses régions et départements de métropole et des Outre-mer, nous avons acquis des positions fortes qui sont de formidables points de départ pour élargir notre rayonnement national et affirmer notre rôle positif dans la cohésion territoriale de notre pays.

Nous savons coudre et recoudre patiemment le tissu social.

Notre seconde force est notre capacité à innover et à transformer notre société. Nous devons rappeler sans cesse que l'innovation sociale apporte du progrès humain et que les grandes réformes sociales et désirables du futur se trouvent aujourd'hui dans l'action innovante de nos associations, coopératives, entreprises, fondations et mutuelles. Dans de nombreuses filières comme la santé, l'insertion par l'emploi, l'économie circulaire, l'alimentation, le bâtiment et le « bien vieillir », nous avons des réussites et des solutions qui ne demandent qu'à changer d'échelle.

Nous avons l'audace et la ténacité de l'innovation pour changer le monde.

Notre troisième force est notre union dans nos différences. L'économie sociale et solidaire est née de l'engagement d'ouvriers socialistes et de patrons philanthropes, d'antifascistes italiens et de libéraux anglo-saxons qui ont su trouver des directions communes. Hier, comme aujourd'hui, la diversité de nos statuts, de nos modèles économiques mais aussi de nos cultures est un atout. Demain ESS France doit être au service de tous mais aussi de chacune et chacun.

Nous savons converger pour nous entraider.

*
* *

Unis et rassemblés, nous devons continuer d'enrichir le débat sur notre identité mais nous devons aussi travailler ensemble pour assurer notre développement.

La mission d'*ESS France* doit être claire et précise : elle est notre outil politique, de plaidoyer, du temps court comme du temps long car nous voulons des victoires dans la durée et pas seulement quelques trophées pour nos vitrines. L'économie sociale et solidaire est une économie politique, alors faisons de l'économie et de la politique !

***ESS France* doit être au service du financement de l'ESS**

Il n'y a pas d'essor politique sans croissance économique et il n'y a pas de croissance économique sans financement. Nous avons autant besoin d'investissements financiers que de dons, autant besoin de la finance solidaire que de la générosité publique parce que nous sommes des entreprises d'avenir autant que des acteurs de l'intérêt général.

Il reviendra à *ESS France* de rentrer dans un dialogue constructif avec les banques publiques et privées, avec les fonds d'investissement et les entreprises conventionnelles pour augmenter leur part de financement et de transaction avec les structures de l'ESS.

Nous devons avoir cette même exigence avec l'Etat : l'ESS doit être un bénéficiaire majeur des investissements d'avenir. Nous devrions même demain siéger au conseil de surveillance du Secrétariat général pour l'investissement !

Avec l'Etat et les collectivités territoriales, nous devons aussi affirmer un modèle plus responsable et plus vertueux des subventions publiques parce qu'elles servent autant le lien social que l'innovation. Parce qu'elles doivent continuer à faire vivre nos associations qui font elles-mêmes vivre nos libertés publiques et battre le cœur de notre démocratie. Parce que nous devons aider l'Etat à développer d'autres indicateurs de valeur à côté de ceux qui mesurent la seule performance économique sans considérer l'utilité sociale et territoriale.

Auprès de l'Etat et des collectivités territoriales, nous devons aussi favoriser l'accès des structures de l'ESS aux marchés publics, en nous inspirant des CRESS et d'*ESS 2024*. C'est une source importante de développement et une manière d'affirmer notre sens du service public.

Auprès de l'Etat, nous devons aussi défendre le modèle du mécénat et du bénévolat parce qu'il favorise l'engagement des citoyens et des entreprises dans les structures de l'ESS. Les fondations, les fonds de dotation et les associations sont des acteurs précieux pour accompagner la transition de modèles économiques encore fragiles.

***ESS France* doit être au service du rayonnement culturel de l'ESS dans la société tout entière**

Le déploiement d'une culture de l'ESS est nécessaire à notre action politique et économique. Nous devons préparer nos cadres et nos relais futurs. Cette stratégie doit se mener avec soin et avec des objectifs précis et prioritaires. Je vois notamment trois parties prenantes essentielles à mobiliser : les jeunes, les fonctionnaires et les journalistes.

La jeunesse s'engage, elle entreprend et exige du sens pour sa vie active. Nous devons l'accompagner dans ses exigences. Il faut imaginer dans 10 ans, tous les lycéens des filières générale, agricole, technologique et professionnelle, tous les étudiants de BTS, de licence et de master, des grandes écoles d'ingénieur et de commerce solidement formés à l'économie sociale solidaire.

Les fonctionnaires territoriaux comme d'Etat, qui sont nos interlocuteurs du quotidien, quelles que soient nos structures et à toutes les échelles, doivent devenir des alliés utiles de notre développement.

Nous œuvrons ensemble à l'intérêt général et à l'utilité sociale. Nous devons veiller à leur formation initiale et continue, nous devons investir la formation professionnelle des fonctionnaires, nous devons investir l'Institut national du service public et celui des études territoriales.

Le traitement médiatique est déterminant dans les changements de société. Il y a aujourd'hui des efforts et des réussites mais ils ne sont pas encore à la hauteur de l'importance de nos actions et des succès que nous remportons. Il nous appartient de déterminer rapidement une stratégie de visibilité médiatique de l'économie sociale et solidaire qui soit au service de notre projet politique et de nos objectifs concrets. Pour cela, il est important de mettre en avant les nombreux talents que compte déjà l'ESS : nous avons besoin de plusieurs incarnations pour enrichir notre récit et occuper le terrain, et parce qu'agir en collectif, dans les médias comme ailleurs, est aussi notre manière de réussir.

Nous devons aussi continuer à promouvoir un journalisme de solution, à promouvoir l'ESS auprès des journalistes comme le meilleur terrain d'étude d'une société engagée et qui propose une économie alternative et efficace.

Pour gagner en visibilité, je propose également de relancer le projet d'une grande Maison nationale de l'ESS qui soit la maison des CRESS, de toutes les structures de l'ESS mais aussi de tous nos partenaires. Un lieu de rayonnement, de services, de débat, d'action et de convivialité. Un lieu d'accueil aussi de nos amis étrangers pour faire de notre pays un contributeur mondial de notre économie et de nos valeurs. *ESS France* a joué un rôle important dans l'élan insufflé par l'Union européenne et l'ONU pour développer l'économie sociale et solidaire : nous devons en profiter et continuer à l'amplifier.

***ESS France* doit être au service des filières d'excellence de l'ESS pour l'intérêt général**

Face aux défis sociaux et écologiques de notre société, les structures de l'économie sociale et solidaire apportent des solutions concrètes qui répondent aux besoins de la population, et notamment des plus vulnérables d'entre nous.

Nous devons faire valoir notre capacité collective, à l'échelle nationale comme locale, à répondre aux enjeux du vieillissement, du logement, de la santé, de la pauvreté, de l'éducation, de l'insertion professionnelle, de l'accueil des réfugiés, des violences faites aux femmes, de l'alimentation et de la petite enfance. Nous avons des propositions pour faire vivre la justice sociale et apporter des solutions concrètes. Il revient à *ESS France*, en coordination avec les CRESS, de démontrer aux pouvoirs publics que nous portons des solutions opérationnelles et performantes qui ne demandent qu'à changer d'échelle.

C'est pour cela que je propose que la gouvernance d'*ESS France* s'organise aussi en filières avec des délégations thématiques pour chacun de ses membres. Comme chacune et chacun, certains combats me tiennent particulièrement à cœur : la petite enfance, le « bien vieillir », l'égalité femmes-hommes et l'égalité des chances, l'alimentation et la mobilité, le futur de la jeunesse des Outre-mer. Mais c'est collectivement, et sur la base de constats partagés, que nous discuterons et déciderons de nos engagements prioritaires.

Nous avons réussi à trouver une place et porter une voix à Bercy. Nous devons demain être des interlocuteurs naturels de tous les ministères et des collectivités territoriales qui ont la charge de ces politiques publiques.

*

* *

Je suis le candidat de l'intérêt général et d'une grande famille historique de l'ESS, celle de la philanthropie. Les fondations, et aujourd'hui les fonds de dotation, sont au centre de l'économie sociale et solidaire. Ils sont des opérateurs directs dans tous les domaines de l'intérêt général, ils financent les associations et soutiennent les entreprises de l'ESS, ils sont choisis par les coopératives, les associations, les mutuelles et les entreprises pour accroître leur utilité sociale. Ils sont ceux qui par le don mobilisent la générosité de toute la population et renforcent le lien social.

Depuis 2020, je dirige avec Enora Hamon *La France s'engage*, une fondation reconnue d'utilité publique, qui œuvre au quotidien, dans tous les départements de métropole et des Outre-mer, au développement d'associations, de coopératives et d'entreprises ESUS qui portent des projets d'innovation sociale. Je connais leurs besoins, leurs difficultés, leurs ambitions et leur incroyable savoir-faire. Je connais aussi l'importance de nouer des partenariats stratégiques avec toutes les parties prenantes privées et publiques de l'ESS, à l'échelle nationale et locale, pour faire avancer la cause de l'intérêt général et changer le monde.

J'ai auparavant co-dirigé l'association *Le Choix de l'école* dédiée à l'égalité des chances et à la promotion du métier le plus essentiel pour lutter contre les inégalités sociales : celui d'enseignant. Ce métier, je l'ai exercé avec passion et plaisir pendant six ans dans les collèges, les lycées généraux, technologiques et professionnels, à Sciences Po et à l'École des hautes études en sciences sociales, pour servir l'émancipation de la jeunesse dans toute sa diversité.

Je sais agir, grâce à mes expériences de conseiller ministériel et interministériel et d'élu local, dans toute la complexité politique des interactions et des rapports de force entre la société civile, l'administration, le Gouvernement, le Parlement, les collectivités territoriales et les médias.

*
* *

Je suis resté un homme de terrain et de collectif qui n'a jamais perdu de vue le sens politique de l'action.

C'est cette manière d'agir et mon amour pour l'intérêt général et la justice sociale que je souhaite aujourd'hui mettre au service d'*ESS France*.

Damien Baldin
Directeur général
Fondation La France s'engage